



Dévastée, la Nouvelle-Calédonie appelle l'État à l'aide

Jean-Alexis Gallien-Lamarche
Nouméa

Si la situation sécuritaire s'est améliorée, l'île subit une crise économique d'ampleur. Les acteurs locaux s'inquiètent de l'absence d'interlocuteurs à Paris.

Trois mois après le déclenchement d'une révolte sur fond de crise politique contre le projet de loi constitutionnelle, l'archipel est toujours plongé dans un chaos économique et social. Quelque 25 000 personnes sont désormais au chômage total ou partiel, soit plus d'un tiers des 68 000 salariés du privé, et le coût total des dégâts a été estimé à plus de 2 milliards d'euros. Alors que l'État tente par tous les moyens de remettre de l'ordre dans la rue et les tribus, une mobilisation inédite des gendarmes et des policiers a permis de déblayer une grande partie des barricades érigées sur les grands axes de la capitale et sa banlieue, permettant à la population de retrouver un semblant de vie normale. « Même au plus fort des événements des années 1980, nous n'avions pas une telle concentration de forces de gendarmes mobiles » avec le déploiement de 29 escadrons contre 4 en temps normal, observe le général Nicolas Matthéos, commandant de la gendarmerie en Nouvelle-Calédonie.

En outre, l'interpellation de 2 625 émeutiers et l'activité incessante du parquet - autant de comparutions immédiates ces trois derniers mois que sur l'ensemble de l'année dernière - ont nécessairement contribué à faire redescendre d'un cran les tensions. L'opération judiciaire surprise visant Christian Tein, leader de la cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), et ses lieutenants, accusés d'avoir commandité les actions violentes et pour certains écroués en métropole, a par ailleurs considérablement perturbé la chaîne de commandement de « cette organisation criminelle », selon les mots du procureur de la République Yves Dupas. Une difficulté subsiste, et pas des moindres : le blocus total de Saint-Louis, un quartier de la commune du Mont-Dore, à une vingtaine de minutes de route de Nouméa,

où plus aucune voiture ne peut circuler, coupant du monde les quelque 15 000 personnes qui y résident. Des

chicanes infranchissables ont été installées par l'État en raison du danger qui règne dans ce secteur, où s'est réfugiée une bande d'une quarantaine de délinquants lourdement armés et radicalisés qui n'hésitent pas à tirer à balles réelles sur les gendarmes. La mort de Rock Victorin Wamytan, dit « Banana », considéré comme le meneur de ce groupe, par un tir de riposte du GIGN le 10 juillet dernier, n'a pas permis à l'État de reprendre le contrôle de cette zone.

Mais, aujourd'hui, c'est surtout la crise économique et sociale qui inquiète les autorités locales, redoutant des émeutes de la faim et une recrudescence de cambriolages. « La Nouvelle-Calédonie traverse la plus grande crise de son histoire, bien plus forte que celle que nous avons connue dans les années 1980. Le pays est ruiné et à besoin de 5 milliards d'euros, le chômage explose et la famine ne devrait pas tarder. Nous sommes dans l'urgence et cette urgence n'est pas traitée à la hauteur de sa gravité », constate

Nicolas Metzdorf, député (Renaissance) de la première circonscription. Des voix s'élèvent de plus en plus pour enjoindre à l'État de reprendre la main sur le dossier au plus vite. Au cours d'une visite à Paris, la patronne du Medef de Nouvelle-Calédonie, Mimsy Daly, a plaidé pour la mise en place d'un « comité interministériel ». « Car, sans l'État, nous ne nous en sortirons pas », a-t-elle ajoutée au micro de Franceinfo.

La dissolution de l'Assemblée nationale et l'absence de premier ministre et de gouvernement depuis sept semaines compromettent tout espoir d'une résolution de ce dossier particulièrement sensible, et dont la seule issue est politique. Elles participent également au sentiment d'abandon ressenti par une partie de la population. « Aujourd'hui, les ministres démissionnaires ne sont pas concernés par le dossier puisqu'ils ont désormais leur propre calendrier et leur propre agenda politique. Il en va de même pour les groupes parlementaires. Nous avons donc besoin d'un État stable en ordre de marche et en capacité de travailler pour nous aider à résoudre cette crise. Un gouvernement démissionnaire ne peut certainement pas être en capacité de gérer une crise de telle ampleur en Nouvelle-Calédonie », poursuit Nicolas Metzdorf.

Les acteurs locaux attendent désormais une initiative forte de Paris pour sortir de l'impasse institutionnelle. « Il faut que le premier ministre ou le minis-

tre en charge du dossier invite les élus et les enferme dans une salle pendant le

temps qu'il faut pour se mettre d'accord, comme l'avait fait Michel Rocard en son temps », propose l' élu. Le mois dernier, Emmanuel Macron avait promis aux quatre parlementaires calédoniens une reprise du dialogue politique entre indépendantistes et loyalistes en septembre. Une manière de laisser passer le congrès du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS), qui se tient vendredi 30 et samedi 31 août. Jugée décisive, cette réunion de la coalition indépendantiste pourrait pourtant

accoucher d'une souris, puisque deux des quatre composantes (l'UPM et le Palika) ont annoncé ce mercredi leur non-participation. Tirailé en interne sur ses méthodes de revendication, et alors que les indépendantistes ont subi un revers inattendu en perdant la présidence du congrès ce jeudi, le FLNKS est plus que jamais proche de l'éclatement. ■

« Aujourd'hui, les ministres démissionnaires ne sont pas concernés par le dossier puisqu'ils ont désormais leur propre calendrier et leur propre agenda politique. Il en va de même pour les groupes parlementaires »

Nicolas Metzdorf Député (Renaissance) de la 1^{re} circonscription.



Devant le centre commercial Kemi-in, à Dumbéa, qui a été incendié lors des émeutes de mai dernier, git la carcasse d'une camionnette brûlée.

PHOTO: J. B. / AFP

